



Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération

Gestion du service public de transport communautaire

RAPPORT DE PRESENTATION DU PRESIDENT

(Article L.1411-5 du Code Général des Collectivités
Territoriales)



www.inddigo.com



SOMMAIRE

1	OBJET DU RAPPORT	3
2	LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC	3
2.1	OBJECTIFS DE LA CONCESSION	3
2.2	MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE.....	4
3	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE	5
3.1	CONSULTATIONS PREALABLES	5
3.2	DELIBERATION DE LANCEMENT DE LA PROCEDURE	5
3.3	PUBLICITE ET LANCEMENT DE LA PROCEDURE	5
3.4	RECEPTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES	6
3.5	TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
3.6	ANALYSE DES OFFRES INITIALES	7
3.7	LES NEGOCIATIONS	7
4	LE CHOIX DU CONCESSIONNAIRE.....	8
4.1	LES CRITERES D’EVALUATION.....	8
4.2	L’EVALUATION DE LA PROPOSITION DU CANDIDAT	9
5	ECONOMIE GENERALE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC A CONCLURE	12
5.1	IDENTITE DU CONCESSIONNAIRE	12
5.2	OBJET ET DUREE DU CONTRAT	12
5.3	PERIMETRE D’EXPLOITATION.....	12
5.4	MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE	13
5.5	MODALITES DE REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE	13
5.6	BUDGET DE LA CONCESSION	15
5.7	OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE SUR LES TARIFS DEMANDES AUX USAGERS	16
5.8	MODALITES DE CONTROLE DU CONCESSIONNAIRE	16
6	ANNEXES.....	17

1 OBJET DU RAPPORT

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité locale (AOM-I), Montélimar-agglomération a en charge l'offre de mobilité sur le périmètre des 27 communes constituant son ressort territorial : Allan, Ancône, Bonlieu sur Roubion, Charols, Châteauneuf, Cléon d'Andran, Condillac, Espeluche, La Bâtie-Rolland, La Coucourde, La Laupie, La Touche, Les Turrettes, Manas, Marsanne, Montboucher-sur-Jabron, Montélimar, Portes-en Valdaine, Puygiron, Puy Saint Martin, Roynac, Rochefort-en-Valdaine, Saint-Gervais sur Roubion, Saint Marcel les Sauzet, Saulce-sur-Rhône, Sauzet, Savasse.

Ce territoire représente un bassin de vie de plus de 70.000 habitants, dont 44 000 résident dans la ville-centre, Montélimar.

Le réseau de transport communautaire est exploité dans le cadre d'un contrat de concession de service public dont le périmètre est composé des services suivants :

- ✓ Le réseau de transport urbain, scolaire, périurbain, et transport à la demande sous le nom commercial Montélibus.
- ✓ Le service de vélo sous le nom commercial Mon Vélo.
- ✓ Le petit train touristique de Montélimar

Ces services sont exploités dans le cadre d'un contrat conclu le 1^{er} janvier 2016, et arrivant à échéance le 31 décembre 2023.

Une procédure de consultation a donc été lancée afin d'assurer la gestion des services publics de transport communautaires au sein d'une concession de service public.

Le présent rapport, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), a pour objet :

- ✓ De rendre compte du déroulement de la procédure de consultation qui a été mise en œuvre en application des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
- ✓ De présenter les motifs du choix du candidat retenu au terme des négociations.
- ✓ D'exposer l'économie générale du contrat de concession de service public.

2 LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

2.1 OBJECTIFS DE LA CONCESSION

La collectivité s'est fixé les objectifs suivants pour la nouvelle convention de concession de Service Public :

1/ Améliorer la performance économique

- En maîtrisant les coûts de production,
- En faisant évoluer la grille tarifaire et les conditions d'obtention de certains titres pour accroître les recettes sans pénaliser la fréquentation,

2/ Améliorer la performance commerciale

- En adaptant les modes de desserte aux caractéristiques des secteurs desservis (centre-ville, les quartiers prioritaires, autres secteurs d'habitat, les zones d'activité économique, les zones

commerciales, l'hôpital, villages et hameaux du périurbain, par tous moyens jugés appropriés,

- En développant la fréquentation de l'ensemble des publics

3/ Engager le réseau dans une trajectoire de transition écologique adaptée

- La Collectivité mettra à profit ce contrat pour tester et investiguer des solutions énergétiques et de motorisation permettant la transition écologique du parc de véhicules.

4/ Progresser dans le pilotage de la délégation, à travers un suivi régulier de la fréquentation, de la qualité de service et de la production.

2.2 MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE

Les missions fixées dans le programme de la consultation sont les suivantes :

- ✓ L'exploitation des services de transport : lignes régulières commerciales et à vocation scolaire, urbaines et non urbaines, services à la demande, location de vélos,
- ✓ L'adaptation continue de l'offre de service,
- ✓ La fourniture et le financement des moyens et équipements nécessaires à l'exploitation du service :
 - Le matériel roulant pour l'ensemble des lignes.
 - Les dépôts des véhicules.
 - Dispositifs d'alimentation des véhicules en carburant ou en énergie des véhicules
 - Les équipements embarqués (SAEIV, Vidéo surveillance, écrans ...), à l'exception du système billettique fourni par la collectivité
 - Les équipements informatiques, logiciels métier, logiciels généralistes, site internet, etc.
 - Le cas échéant, les vélos et leur mise à disposition au public
 - Les différents logiciels (suivis du matériel roulant, du personnel ..)
 - Le système de réservation pour les TAD
- ✓ Les opérations relatives à l'information et à la promotion du réseau de transport, notamment :
 - La gestion et l'animation des points d'information-vente,
 - La réalisation de différents supports d'information de type guide horaire, plan de réseau, site internet...
 - Le renseignement de la clientèle en vis-à-vis, par téléphone, via le site internet...
 - La gestion des réclamations,
 - La réalisation d'actions commerciales et de promotion du réseau,
 - L'entretien des poteaux d'arrêt, ainsi que l'affichage des horaires,
 - L'administration de la billettique et la maintenance de premier niveau,
 - La création des cartes scolaires
 - La mise en place et la vérification de respect de la conformité RGPD,
- ✓ Le contrôle des voyageurs.

- ✓ L'assistance technique à Montélimar agglomération (développement commercial, innovation technologique...) et la réalisation des études et enquêtes nécessaires à l'adaptation de l'offre de service.

Le contrat couvre une période de sept ans, soit du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2030.

3 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE

3.1 CONSULTATIONS PREALABLES

Lors de sa réunion du 14 novembre 2022, la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) a émis un avis favorable au principe de lancement d'une procédure de concession.

3.2 DELIBERATION DE LANCEMENT DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire de Montélimar Agglomération a approuvé, par une délibération en date du 7 décembre 2022 (délibération n°5.01), le principe de lancement d'une procédure de concession de service public pour l'exploitation du réseau de transports publics d'une durée de sept ans à compter du 1er janvier 2024.

Il a par ailleurs autorisé Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération à lancer et à mener la procédure prévue par les dispositions des articles L.1410-1 et suivants, R.1410-1 et suivants, L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et conformément aux dispositions du code de la commande publique, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

3.3 PUBLICITE ET LANCEMENT DE LA PROCEDURE

La présente procédure a fait l'objet d'un avis de concession envoyé le 16 décembre 2022 au J.O.U.E. (avis 2022/S 246-710728 publié au JoUE) et au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (avis n°21-166695 publié au BOAMP). L'avis de concession a également été mis en ligne sur le profil d'acheteur de Montélimar Agglomération.

La consultation a été organisée conformément à la procédure qui résulte de la combinaison des articles L.3120-1 et suivants et R.3121-1 et suivants du Code de la Commande publique, des articles L.1410-1 et suivants et L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et du règlement (CE) n°1370/2007 du 23 octobre 2007.

La procédure suivie est une procédure restreinte, dans laquelle le dossier de la consultation n'est adressé qu'aux candidats dont la candidature est agréée au regard de leurs capacités techniques et financière et à mettre en œuvre la prestation de service public objet de la procédure.

L'offre de service à proposer par les candidats se décomposait de la manière suivante :

- ✓ Une offre de base construite à partir de l'offre de service actuelle, et comportant :
 - Une optimisation des offres de service des TAD et des services scolaires ,
 - L'amélioration de l'intermodalité,
 - Le maintien de la grille tarifaire de référence,
- ✓ Une variante obligatoire portant sur :
 - Une évolution de l'offre de service en redéployant les moyens de production de manière à améliorer la couverture des dépenses par les recettes et l'efficacité du réseau (V/K)
 - Une évolution de la grille tarifaire pour dynamiser les recettes
- ✓ Une prestation supplémentaire éventuelle portant sur un service de location de vélos électriques en libre-service et la gestion des stations.

La date de clôture de réception des candidatures était fixée au 11 janvier 2023 à 17h.

3.4 RECEPTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES

A la date limite de réception des candidatures, trois (3) plis ont été déposés sur le profil acheteur de Montélimar Agglomération, celui des candidats Société rhodanienne des cars Ginhoux, Courriers Rhodaniens et Keolis.

Le 12 janvier 2023, la vice-présidente à la gestion du service public de transport de voyageurs a ouvert les plis et a constaté qu'il fallait régulariser les candidatures de Keolis et Société rhodanienne des cars Ginhoux.

Le 18 janvier 2023, la vice-présidente a enregistré que les deux entreprises avaient fourni les compléments demandés.

Lors de la séance du 20 janvier 2023, la commission de concession de services et de travaux a procédé à l'analyse de la recevabilité des trois (3) candidatures reçues et a estimé leur candidature recevable, les candidats satisfaisant à l'ensemble des critères de sélection énoncés dans l'avis de concession.

Les rapports d'ouverture, de régularisation et de la commission de concession de services et de travaux figurent en annexe 1 au présent rapport.

3.5 TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises a été transmis aux candidats le 3 février 2023.

L'offre de service à proposer par les candidats se décomposait de la manière suivante :

- Une offre de base dans laquelle il est demandé :
 - Une optimisation des offres de service des TAD et des services scolaires ,
 - L'amélioration de l'intermodalité,
 - Le maintien de la grille tarifaire de référence,
- Une variante obligatoire dans laquelle le candidat aura la possibilité pour répondre aux objectifs de faire évoluer :
 - L'offre de service en redéployant les moyens de production de manière à améliorer la couverture des dépenses par les recettes et l'efficacité du réseau (V/K)
 - La grille tarifaire pour dynamiser les recettes
- Une Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) concernant un service de location de vélos électriques en libre-service et la gestion des stations.

La date limite de remise des offres a été fixée au 6 avril 2023 à 16h. Une seule offre a été reçue.

3.6 ANALYSE DES OFFRES INITIALES

Le pli a été ouvert par l'autorité concédante qui a constaté que seule la société les Courriers Rhodaniens avait souhaité remettre une offre et que l'offre était conforme aux dispositions imposées dans l'article 5.3 du règlement de consultation.

Lors de sa réunion du 4 mai 2023, la commission de concession de services et de travaux a procédé à l'analyse des offres initiales et a proposé de retenir le candidat Courriers Rhodaniens pour la phase de négociations, au titre de son offre de base et de son offre variante.

Le rapport de la commission de délégation de service public du 4 mai 2023 figure en annexe 2 au présent rapport.

3.7 LES NEGOCIATIONS

Des négociations ont été engagées avec le candidat Courriers Rhodaniens par l'Autorité habilitée à signer la convention, sur la base de son offre de base initiale et de son offre variante initiale. Le candidat a été reçu au cours de 2 réunions de négociation qui se sont déroulées les 22 mai et 29 juin 2023. Les réunions ont porté sur les thèmes suivants :

- ✓ Le tracé et la conception des lignes.
- ✓ Les fonctionnalités du transport à la demande.
- ✓ La projet de tarification.
- ✓ Les prévisions de fréquentation et de recettes commerciales.
- ✓ La productivité et l'analyse des charges.
- ✓ Le matériel roulant et la performance environnementale de l'exploitation.
- ✓ L'organisation du concessionnaire.

Au terme de la première réunion de négociation du 22 mai 2023, il a notamment été demandé au candidat :

- ✓ De réétudier ses hypothèses de chiffrage.
- ✓ De réétudier ses hypothèses de recette commerciale et de fréquentation.
- ✓ D'adapter sa proposition tarifaire pour maintenir la gratuité pour les personnes âgées retraitées et les plus jeunes.
- ✓ De détailler la nature des prestations de marketing et d'assistance technique.
- ✓ De veiller à l'équilibre du niveau de desserte entre les différents secteurs de l'agglomération, en tenant compte de leur potentiel de clientèle.
- ✓ De limiter l'impact financier pour Montélimar Agglomération de la mise à disposition des véhicules.
- ✓ De s'engager sur un projet concret de centre de formation des conducteurs.
- ✓ De simplifier son projet d'organisation administratif.

A la suite de la première réunion de négociation, le candidat a été invité à présenter une nouvelle offre pour le 14 juin 2023 à 17h tenant compte de ces échanges.

La deuxième réunion de négociation, qui s'est tenue le 29 juin 2023, a traité principalement des modifications apportées dans l'offre 2.

A la suite de ces deux séances de négociation, le candidat a été invité à présenter une nouvelle offre, sur la base de son offre variante uniquement, pour le 17 juillet 2023 à 16h tenant compte de ces échanges. Il lui a notamment été demandé de :

- ✓ Poursuivre le travail d'optimisation des charges pour limiter le montant de l'engagement de dépenses.
- ✓ Relever son engagement en matière de recette commerciale.

Le Président a décidé de retenir cette offre.

Une mise au point du contrat a été effectuée le 26 juillet 2023 avec le concessionnaire pressenti.

4 LE CHOIX DU CONCESSIONNAIRE

Au stade actuel de la procédure, l'article L.1411-5 du CGCT m'amène à vous proposer le choix d'un délégataire, à vous présenter les raisons motivant ce choix ainsi que l'économie générale du contrat.

4.1 LES CRITERES D'EVALUATION

Les critères retenus pour le jugement des propositions dans le règlement de la consultation sont les suivants :

- ✓ Le niveau global de contribution financière demandé à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération.
- ✓ La qualité de service rendu aux usagers :
 - Pertinence du plan qualité.
 - Formation du personnel.
 - Dispositions mises en place pour assurer la continuité du service.

- ✓ La pertinence de l'offre de service
 - Pertinence des adaptations proposées pour faire évoluer l'offre actuelle.
 - Performance de l'exploitation.
- ✓ La dynamique du projet commercial :
 - L'engagement du Concessionnaire en matière de progression de la fréquentation et des recettes.
 - La pertinence des mesures envisagées pour renforcer l'usage du réseau et son image.
 - La pertinence et la cohérence des propositions d'évolution de la grille tarifaire pour la variante obligatoire
- ✓ La pertinence du plan d'investissements : engagement du Concessionnaire sur son plan d'investissements, la maintenance du matériel et les conditions de remisage.
- ✓ La pertinence du plan environnemental et notamment les incidences énergétiques et environnementales des véhicules.
- ✓ La pertinence du projet d'organisation :
 - Structures organisationnelles mises en place.
 - Assistance technique.
- ✓ La cohérence technique et financière des informations relatives aux prestations fournies dans le mémoire technique et les cahiers économiques.

Ils ne sont ni hiérarchisés ni pondérés comme l'autorise le Code de la commande publique pour les concessions de transport.

4.2 L'EVALUATION DE LA PROPOSITION DU CANDIDAT

Le niveau global de contribution financière demandé à Montélimar Agglomération se monte à un total de 25 473 950 € HT sur la durée du Contrat. La décomposition par année et par tranche figure aux tableaux suivants :

✓ Services de transport

SYNTHESE DE L'OFFRE	EX1	EX2	EX3	EX4	EX5	EX6	EX7	Total	Moyenne
Coût de production									
Engagement de dépense (k€ HT)	4 908,78	5 029,46	4 932,41	5 006,00	4 971,17	5 003,24	4 857,19	34 708,24	4 958,32
Recette et fréquentation									
Engagement de fréquentation (en voyages)	1 255 951	1 465 163	1 538 130	1 568 923	1 600 312	1 632 675	1 665 610	10 726 764	1 532 395
Recette commerciale (k€ HT)	466,06	548,52	575,55	586,99	598,69	610,66	622,85	4 009,32	572,76
Total des recettes d'exploitation (k€ HT)	488,33	570,79	597,82	609,26	620,96	632,93	645,12	4 165,21	595,03
Rémunération à la fréquentation (k€ HT)	627,98	732,58	769,07	784,46	800,16	816,34	832,81	5 363,38	766,20
Engagement de recette (k€ HT)	1 116,31	1 303,37	1 366,89	1 393,73	1 421,11	1 449,27	1 477,92	9 528,60	1 361,23
Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	3 792,48	3 726,08	3 565,52	3 612,27	3 550,06	3 553,97	3 379,26	25 179,65	3 597,09

✓ Vélos à assistance électrique en libre service

	VAELS								
	EX1	EX2	EX3	EX4	EX5	EX6	EX7	Total	Moyenne
Engagement de dépense (k€ HT)	45,81	46,70	47,26	52,41	53,40	54,48	56,02	356,07	50,87
Engagement de fréquentation (en voyages)	9 060	9 422	9 799	10 191	10 599	11 023	11 464	71 559	10 223
Recette commerciale (k€ HT)	3,29	3,42	3,56	3,70	3,85	4,00	4,16	25,99	3,78
Total des recettes d'exploitation (k€ HT)	3,29	3,42	3,56	3,70	3,85	4,00	4,16	25,99	3,78
Rémunération à la fréquentation (k€ HT)	4,53	4,71	4,90	5,10	5,30	5,51	5,73	35,78	5,11
Engagement de recette (k€ HT)	7,82	8,13	8,46	8,80	9,15	9,52	9,90	61,77	8,89
CFF (k€ HT)	37,99	38,56	38,80	43,62	44,25	44,96	46,12	294,30	41,97

✓ Ensemble du contrat

ENSEMBLE DU CONTRAT	EX1	EX2	EX3	EX4	EX5	EX6	EX7	Total	Moyenne
Coût de production									
Engagement de dépense (k€ HT)	4 954,59	5 076,15	4 979,66	5 058,41	5 024,58	5 057,72	4 913,20	35 064,32	5 009,19
Recette et fréquentation									
Engagement de fréquentation (en voyages)	1 265 011	1 474 585	1 547 929	1 579 114	1 610 911	1 643 698	1 677 074	10 798 323	1 542 618
Recette commerciale (k€ HT)	469,35	551,95	579,11	590,70	602,54	614,67	627,01	4 035,32	576,54
Total des recettes d'exploitation (k€ HT)	491,62	574,22	601,38	612,97	624,81	636,94	649,28	4 191,21	598,81
Rémunération à la fréquentation (k€ HT)	632,51	737,29	773,96	789,56	805,46	821,85	838,54	5 399,16	771,31
Engagement de recette (k€ HT)	1 124,13	1 311,51	1 375,34	1 402,52	1 430,26	1 458,79	1 487,82	9 590,37	1 370,12
Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	3 830,46	3 764,64	3 604,32	3 655,89	3 594,32	3 598,93	3 425,39	25 473,95	3 639,07

La qualité de service rendue aux usagers

✓ Pertinence du plan qualité

- La qualité de service est pilotée en interne, avec des moyens cohérents au regard des attentes de la collectivité.
- La qualité de service est placée sous la responsabilité du Directeur de Centre et Responsable QSE du groupe Galéo.
- Des contrôles qualité sont réalisés en interne sur un ensemble complet de critères.
- Il est prévu un intéressement du personnel à l'atteinte des objectifs qualité.

✓ Formation du personnel

- Le candidat s'engage à animer un centre de formation aux métiers de la conduite, en lien avec un établissement scolaire local.
- Le programme de formation du personnel est classique, mais consistant, et mobilise 1,5% des heures conducteurs.

✓ Dispositions mises en place pour assurer la continuité du service

- La continuité de service est garantie par des outils et procédures d'exploitation solides.
- Les procédures d'astreinte sont décrites, avec un calendrier des astreintes partagé avec la collectivité pour qu'elle dispose des bons interlocuteurs.
- La réserve de véhicules est correctement dimensionnée.

La pertinence de l'offre de service

✓ Pertinence des adaptations proposées pour faire évoluer l'offre actuelle

- Le candidat prévoit un renforcement des lignes principales du réseau, une simplification des itinéraires et du dessin de réseau pour une meilleure lisibilité, avec un déploiement à la rentrée 2024.
- La desserte des secteurs d'extension de Montélimar est intensifiée.
- Un service de transport à la demande est mis en œuvre sur les secteurs ne bénéficiant pas d'une desserte régulière, avec des délais de réservation très faibles (45 minutes).

✓ Performance de l'exploitation

- Une partie des services sont sous-traités à l'entreprise Gineys (services scolaires, services réalisés à l'aide d'autocars).
- La part des km improductifs se monte à 21%, ce qui représente une légère dégradation par rapport au réseau existant, compensée par une meilleure efficacité des services au regard du potentiel de clientèle. Le ratio voyages/km (V/K) augmente de 20% par rapport au réseau actuel.

La dynamique du projet commercial

- ✓ L'engagement du Concessionnaire en matière de progression de la fréquentation et des recettes
 - La progression de l'engagement de recette est très importante en début de contrat (+16% la première année et +5% la deuxième année) et se maintient à +2% par an pour les années suivantes.
 - La progression de l'engagement de fréquentation suit le même rythme.
- ✓ La pertinence des mesures envisagées pour renforcer l'usage du réseau et son image
 - Le dispositif marketing est classique mais fourni : agence mobile, opérations grand public, les actifs, les jeunes, ateliers pédagogiques
 - Des actions de promotion et de prévention sont prévues chaque année sur l'ensemble des classes de CM2
 - La documentation commerciale prévue est adaptée, avec un nouveau site web et une application mobile.
- ✓ La pertinence et la cohérence des propositions d'évolution de la grille tarifaire
 - Un titre permet aux personnes de moins de 18 ans de bénéficier du réseau pour 60 € par an (gratuit pour un aller retour sur ligne scolaire).
 - Les personnes retraitées de plus de 60 ans bénéficieront de la gratuité.
 - Le reste de la grille tarifaire actuelle est conservée, avec intégration des personnes à mobilité réduite aux dispositions tarifaires communes, et suppression de l'abonnement trimestriel.

La pertinence du plan d'investissements

- ✓ Véhicules
 - La flotte comprend 2 autobus électriques, 1 minibus électrique, 3 autobus GNV.
 - Le reste de la flotte correspond à des motorisations B100 (biocarburant, pour 7 véhicules) et gazole pour 10 véhicules.
- ✓ Le candidat met à disposition un dépôt, bien situé, à proximité des têtes de lignes, et entièrement équipé (station carburants, lavage, atelier, parking, locaux pour l'exploitation).

La pertinence du plan environnemental

- ✓ Véhicules
 - Le recours à des véhicules peu émissifs pour la majorité du parc confère un bilan GES très favorable.
 - Le recours à 3 autobus électriques réduit l'impact sur la pollution locale.
- ✓ Des mesures complémentaires à caractère environnemental sont intégrées concernant le dépôt, les déchets, les eaux de lavage et les locaux administratifs.

La pertinence du projet d'organisation

- ✓ Structures organisationnelles mises en place
 - La société dédiée contractant avec Montélimar Agglomération serait la société actuellement en charge de l'exploitation du réseau.

- Un directeur de la société dédiée est mis à disposition par Galeo pour 80% de son temps.
- ✓ Assistance technique
 - Les services support du groupe Galeo interviennent en assistance technique : gestion des systèmes d'information, gestion social du personnel, mise en œuvre de la politique commerciale, reporting, gestion des parcs véhicules et des locaux, études et innovations.

La cohérence technique et financière des informations relatives aux prestations fournies dans le mémoire technique et les cahiers économiques

- ✓ A l'issue des négociations, les informations relatives aux prestations fournies sont clairement précisées au mémoire technique, et traduites de façon cohérente aux cahiers économiques.

5 ECONOMIE GENERALE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC A CONCLURE

5.1 IDENTITE DU CONCESSIONNAIRE

L'offre que je vous propose de retenir a été présentée par la société Courriers Rhodaniens dans le cadre de l'offre variante et de la prestation supplémentaire éventuelle.

5.2 OBJET ET DUREE DU CONTRAT

Dans le cadre des dispositions de l'article L1221-3 du Code des Transports, l'Autorité organisatrice confie au concessionnaire la gestion et l'exploitation du réseau de transports publics de Montélimar Agglomération, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le projet de convention.

Le concessionnaire a défini les engagements financiers et l'équilibre économique du contrat sur ces bases.

Le contrat contient une clause de réexamen pour prévoir les conditions financières dans lesquelles s'exécute le choix de la collectivité d'étendre le service de vélo en libre-service à d'autres communes.

Le contrat est conclu pour une durée allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2030.

5.3 PERIMETRE D'EXPLOITATION

Le service est concédé sur le territoire des 27 communes de Montélimar Agglomération : Allan, Ancône, Bonlieu sur Roubion, Charols, Châteauneuf, Cléon d'Andran, Condillac, Espeluche, La Bâtie-Rolland, La Coucourde, La Laupie, La Touche, Les Turrettes, Manas, Marsanne, Montboucher-sur-Jabron,

Montélimar, Portes-en Valdaine, Puygiron, Puy Saint Martin, Roynac, Rochefort-en-Valdaine, Saint-Gervais sur Roubion, Saint Marcel les Sauzet, Saulce-sur-Rhône, Sauzet, Savasse..

5.4 MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE

Au titre du contrat, le concessionnaire assure les missions suivantes :

- ✓ L'exploitation des services de transport : lignes régulières et scolaires urbaines et non urbaines, services à la demande, location de vélos.
- ✓ L'adaptation continue de l'offre de service.
- ✓ La fourniture et le financement des moyens et équipements nécessaires à l'exploitation du service :
 - Le matériel roulant pour l'ensemble des lignes.
 - Les dépôts des véhicules.
 - Les équipements embarqués, à l'exception du système billettique fourni par Montélimar Agglomération.
 - Les équipements informatiques, logiciels métier, logiciels généralistes, site internet, etc.
- ✓ Les opérations relatives à l'information et à la promotion du réseau de transport, notamment :
 - La gestion et l'animation des points d'information-vente.
 - La réalisation de différents supports d'information de type guide horaire, plan de réseau, site internet...
 - Le renseignement de la clientèle en vis-à-vis, par téléphone, via le site internet...
 - La gestion des réclamations.
 - La réalisation d'actions commerciales et de promotion du réseau.
 - L'entretien des poteaux d'arrêt, ainsi que l'affichage des horaires.
 - L'administration de la billettique et la maintenance de premier niveau.
 - La mise en place et la vérification de respect de la conformité RGPD.
- ✓ Le contrôle des voyageurs.
- ✓ L'assistance technique à Montélimar Agglomération (développement commercial, innovation technologique...) et la réalisation des études et enquêtes nécessaires à l'adaptation de l'offre de service.

5.5 MODALITES DE REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE

La rémunération du concessionnaire est constituée de la perception auprès de l'Autorité délégante :

- ✓ D'une contribution financière forfaitaire (CFF) correspondant à la différence entre l'engagement de dépenses et l'engagement de recettes pris par le concessionnaire.
Conformément au règlement n° 1370/2007 du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la contribution financière forfaitaire accordée par Montélimar Agglomération pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public est calculée de

manière à éviter toute surcompensation et donne lieu à un mécanisme de vérification annuel. Une vérification annuelle de l'absence de surcompensation est effectuée par Montélimar Agglomération à l'occasion de la régularisation annuelle des comptes prévue à l'article 31.1.4 du contrat. A la fin de chaque exercice une comparaison est établie entre le montant de la Contribution Financière Forfaitaire actualisée et le montant réellement constaté par le Concessionnaire (et contrôlé par Montélimar Agglomération) de la différence entre les dépenses d'exploitation et les recettes d'exploitation. L'écart ainsi constaté donne lieu aux dispositions suivantes :

- Si le montant de la Contribution Financière Forfaitaire actualisée est inférieur à la différence entre les dépenses d'exploitation et les recettes d'exploitation, le Concessionnaire assume lui seul le montant de cet écart.
- Si le montant de la Contribution Financière Forfaitaire actualisée est supérieur à la différence entre les dépenses d'exploitation et les recettes d'exploitation :
 - Pour un écart pour l'année considérée jusqu'à 4 % de la Contribution Financière Forfaitaire actualisée, le Concessionnaire conserve le montant de cet écart,
 - Pour un écart pour l'année considérée au-delà de 4 % le Concessionnaire conserve le montant de l'écart jusqu'à 4 %, cède à l'Autorité concédante en totalité le montant de cet écart au-delà de 4 %, et les parties conviennent de réviser les données financières du contrat.

✓ D'une rémunération à la fréquentation.

Le concessionnaire est également rémunéré par les recettes d'exploitation qui sont constituées :

- ✓ De recettes issues de la vente de titres de transport et des recettes annexes (frais de création, de réactivation ou de duplicata de cartes...).
- ✓ De recettes diverses d'exploitation (indemnités forfaitaires des procès-verbaux, publicité).

5.6 BUDGET DE LA CONCESSION

La synthèse économique de l'offre négociée est présentée sur les tableaux ci-après.

✓ Synthèse de l'offre négociée concernant les services de transport :

SYNTHESE DE L'OFFRE	EX1	EX2	EX3	EX4	EX5	EX6	EX7	Total	Moyenne
Offre kilométrique									
Kilomètres commerciaux	867 702	851 758	851 758	851 758	851 758	851 758	851 758	5 978 250	854 036
Kilomètres totaux	1 072 881	1 074 783	1 074 783	1 074 783	1 074 783	1 074 783	1 074 783	7 521 579	1 074 511
Part des hlp	19%	21%	21%	21%	21%	21%	21%	21%	21%
Nombre de véhicule en ligne HP	28	28	28	28	28	28	28		28
Coût de production									
Engagement de dépense (k€ HT)	4 908,78	5 029,46	4 932,41	5 006,00	4 971,17	5 003,24	4 857,19	34 708,24	4 958,32
Prix du km	4,58 €	4,68 €	4,59 €	4,66 €	4,63 €	4,66 €	4,52 €	4,61 €	4,61 €
Prix du kmc	5,66 €	5,90 €	5,79 €	5,88 €	5,84 €	5,87 €	5,70 €	5,81 €	5,81 €
Recette et fréquentation									
Engagement de fréquentation (en voyages)	1 255 951	1 465 163	1 538 130	1 568 923	1 600 312	1 632 675	1 665 610	10 726 764	1 532 395
Recette commerciale (k€ HT)	466,06	548,52	575,55	586,99	598,69	610,66	622,85	4 009,32	572,76
Total des recettes d'exploitation (k€ HT)	488,33	570,79	597,82	609,26	620,96	632,93	645,12	4 165,21	595,03
Rémunération à la fréquentation (k€ HT)	627,98	732,58	769,07	784,46	800,16	816,34	832,81	5 363,38	766,20
Engagement de recette (k€ HT)	1 116,31	1 303,37	1 366,89	1 393,73	1 421,11	1 449,27	1 477,92	9 528,60	1 361,23
Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	3 792,48	3 726,08	3 565,52	3 612,27	3 550,06	3 553,97	3 379,26	25 179,65	3 597,09

✓ Synthèse de l'offre négociée concernant les vélos à assistance électrique en libre service :

	VAELS							Total	Moyenne
	EX1	EX2	EX3	EX4	EX5	EX6	EX7		
Engagement de dépense (k€ HT)	45,81	46,70	47,26	52,41	53,40	54,48	56,02	356,07	50,87
Engagement de fréquentation (en voyages)	9 060	9 422	9 799	10 191	10 599	11 023	11 464	71 559	10 223
Recette commerciale (k€ HT)	3,29	3,42	3,56	3,70	3,85	4,00	4,16	25,99	3,78
Total des recettes d'exploitation (k€ HT)	3,29	3,42	3,56	3,70	3,85	4,00	4,16	25,99	3,78
Rémunération à la fréquentation (k€ HT)	4,53	4,71	4,90	5,10	5,30	5,51	5,73	35,78	5,11
Engagement de recette (k€ HT)	7,82	8,13	8,46	8,80	9,15	9,52	9,90	61,77	8,89
CFF (k€ HT)	37,99	38,56	38,80	43,62	44,25	44,96	46,12	294,30	41,97

✓ Synthèse de l'offre négociée pour l'ensemble du contrat :

ENSEMBLE DU CONTRAT	EX1	EX2	EX3	EX4	EX5	EX6	EX7	Total	Moyenne
Coût de production									
Engagement de dépense (k€ HT)	4 954,59	5 076,15	4 979,66	5 058,41	5 024,58	5 057,72	4 913,20	35 064,32	5 009,19
Recette et fréquentation									
Engagement de fréquentation (en voyages)	1 265 011	1 474 585	1 547 929	1 579 114	1 610 911	1 643 698	1 677 074	10 798 323	1 542 618
Recette commerciale (k€ HT)	469,35	551,95	579,11	590,70	602,54	614,67	627,01	4 035,32	576,54
Total des recettes d'exploitation (k€ HT)	491,62	574,22	601,38	612,97	624,81	636,94	649,28	4 191,21	598,81
Rémunération à la fréquentation (k€ HT)	632,51	737,29	773,96	789,56	805,46	821,85	838,54	5 399,16	771,31
Engagement de recette (k€ HT)	1 124,13	1 311,51	1 375,34	1 402,52	1 430,26	1 458,79	1 487,82	9 590,37	1 370,12
Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	3 830,46	3 764,64	3 604,32	3 655,89	3 594,32	3 598,93	3 425,39	25 473,95	3 639,07

Afin d'inciter le concessionnaire à optimiser la fréquentation des services de transport, celui-ci perçoit une rémunération à la fréquentation, sur une base forfaitaire de 0,50 € par voyage.

La méthodologie de calcul de cette rémunération figure en annexe au Contrat.

Le budget de la concession pour la collectivité correspond ainsi à la contribution financière forfaitaire, à laquelle s'ajoute un montant de rémunération à la fréquentation, plafonné selon les valeurs du tableau suivant.

✓ Services de transport

Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	3 792,48	3 726,08	3 565,52	3 612,27	3 550,06	3 553,97	3 379,26	25 179,65	3 597,09
Plafond théorique rémunération fréquentation (k€ HT)	659,37	769,21	807,52	823,68	840,16	857,15	874,45	5 631,55	804,51
Plafond théorique rémunération fréquentation K€ TTC	725,31	846,13	888,27	906,05	924,18	942,87	961,89	6 194,71	884,96
Coût total collectivité plafond (k€ HT)	4 451,85	3 764,54	3 605,90	3 653,46	3 592,07	3 596,83	3 422,99	25 461,22	3 637,32
Coût total collectivité plafond TTC	4 517,79	4 572,21	4 453,79	4 518,33	4 474,24	4 496,84	4 341,15	31 374,35	4 482,05

✓ Vélos à assistance électrique en libre service

Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	37,99	38,56	38,80	43,62	44,25	44,96	46,12	294,30	41,97
Plafond théorique rémunération fréquentation (k€ HT)	4,76	4,95	5,14	5,35	5,56	5,79	6,02	37,57	5,37
Plafond théorique rémunération fréquentation K€ TTC	5,23	5,44	5,66	5,89	6,12	6,37	6,62	41,33	5,90
Coût total collectivité plafond (k€ HT)	42,74	43,51	43,94	48,97	49,82	50,75	52,14	331,87	47,34
Coût total collectivité plafond TTC	43,22	44,00	44,46	49,50	50,37	51,33	52,74	335,63	47,88

✓ Ensemble du contrat

Coût pour la collectivité									
CFF (k€ HT)	3 830,46	3 764,64	3 604,32	3 655,89	3 594,32	3 598,93	3 425,39	25 473,95	3 639,07
Plafond théorique rémunération fréquentation (k€ HT)	664,13	774,16	812,66	829,03	845,73	862,94	880,46	5 669,12	809,87
Plafond théorique rémunération fréquentation K€ TTC	730,54	851,57	893,93	911,94	930,30	949,24	968,51	6 236,03	890,86
Coût total collectivité plafond (k€ HT)	4 494,60	3 808,05	3 649,84	3 702,42	3 641,89	3 647,58	3 475,13	25 793,10	3 684,66
Coût total collectivité plafond TTC	4 561,01	4 616,22	4 498,25	4 567,83	4 524,62	4 548,17	4 393,90	31 709,98	4 529,93

5.7 OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE SUR LES TARIFS DEMANDES AUX USAGERS

Les tarifs sont fixés par délibération de Montélimar Agglomération. La proposition a été établie en référence à une grille tarifaire prévisionnelle figurant en annexe au contrat.

5.8 MODALITES DE CONTROLE DU CONCESSIONNAIRE

L'autorité concédante entend exercer son droit de contrôle dans un sens positif afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des services délégués.

Ce pilotage de l'exploitation s'appuiera sur un reporting régulier :

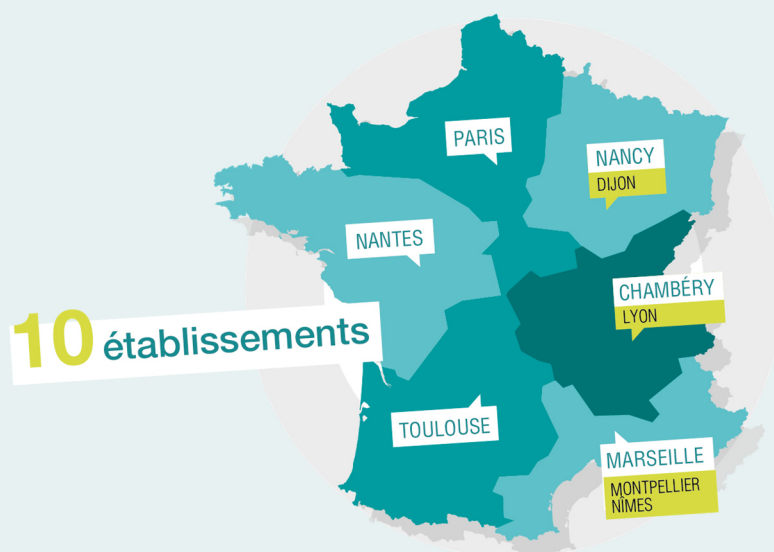
- ✓ La fourniture d'un tableau de bord mensuel.
- ✓ Tous les quatre mois, la fourniture d'un bilan quadrimestriel.
- ✓ Tous les six mois, la production des pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du travail.
- ✓ Chaque année avant le 1^{er} Juin, la remise du rapport annuel prévu respectivement aux articles L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, L.3131-5 du Code la commande publique et dont le contenu est fixé aux articles R.1411-7 du Code général des collectivités

territoriales et R.3131-2 à R.3131-4 du Code la commande publique, et les inventaires A des biens mis à disposition par l'Autorité organisatrice et B des biens mis à disposition par le délégataire à jour au 31 décembre de l'exercice écoulé.

- ✓ A la demande de l'Autorité concédante, toute statistique relative aux temps de parcours par ligne.
- ✓ Afin de permettre à l'Autorité concédante de préparer ses prévisions budgétaires, le délégataire lui adresse avant le 30 octobre de chaque année civile de nouveaux cahiers économiques mis à jour au regard des prévisions pour l'exercice à venir (prise en compte du calendrier réel de l'exercice à venir...), et permettant d'apprécier :
 - Les éléments physiques ligne par ligne (kilomètres, voyages, véhicules).
 - Les recettes titres, et la prévision révisée de l'engagement sur recettes.
 - La prévision révisée de l'engagement sur dépenses.
 - Les propositions éventuelles d'évolution du service et les modifications qui en découlent en matière de plan d'investissement du délégataire, de plan d'investissement de l'Autorité organisatrice, de plan marketing du délégataire, d'engagement sur recettes et d'engagement sur dépenses.

6 ANNEXES

AVEC 10 ETABLISSEMENTS ET 6 AGENCES REPARTIS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE, VOUS TROUVEREZ TOUJOURS UN INTERLOCUTEUR INDDIGO PRES DE CHEZ VOUS !



Notre siège social est basé à Chambéry :

367 avenue du Grand Ariétaz

CS 52401

73024 Chambéry Cedex

Tél : 04 79 69 89 69

Mail : inddigo@inddigo.com

Agence de Paris :

40 rue de l'Echiquier

75010 Paris

Tél : 01 42 46 29 00

Agence de Nantes :

4 avenue Millet

44000 Nantes

Tél : 02 40 48 99 99

Agence de Toulouse :

9 rue Paulin Talabot

Immeuble le Toronto

31100 Toulouse

Tél : 05 61 43 66 70

Agence de Marseille :

11 rue Montgrand

13006 Marseille

Tél : 04 95 09 31 00

Agence de Nancy :

8 rue des Dominicains

54000 Nancy

Tél : 03 83 18 39 39

WWW.INDDIGO.COM



Envoyé en préfecture le 27/09/2023

Reçu en préfecture le 27/09/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20230920-2023_09_20_304-DE